

## **Luttons sans relâche contre les gouvernements des banquiers et de la Troïka !**

Le monde est témoin d'une aggravation de la crise économique et politique dans l'Europe du capital, une crise historique qui fait partie de la faillite du système et des marchés mondiaux. La situation est si dramatique que l'existence, non seulement de l'euro, comme système monétaire unifié, mais aussi de l'Union européenne (UE) elle-même, comme projet politique, économique et stratégique de l'impérialisme local, est menacée. L'« État providence » européen tant vanté est en train de s'effriter sous nos yeux à une allure vertigineuse.

L'aggravation de la crise sur le vieux continent se manifeste dans une escalade brutale des attaques contre la classe ouvrière européenne de la part des capitalistes et des banquiers internationaux, impliqués dans les plans bonapartistes d'ajustement et de colonisation appliqués par leurs gouvernements. D'autre part, la résistance organisée, mise en œuvre par les travailleurs, les jeunes et les peuples de cette partie du monde, ne cesse de croître, dans le contexte d'une véritable guerre sociale déclenchée par l'impérialisme pour sortir de sa crise en imposant un recul historique aux droits et aux conditions de vie du prolétariat et des peuples d'Europe. Comment peut-on renforcer les réponses que notre classe est en train de mettre en œuvre ? Comment peut-on les rendre plus efficaces ? Quelle issue la classe ouvrière doit-elle opposer aux plans de famine et de colonisation de la Troïka et de l'impérialisme ?

### **L'économie européenne ralentit et la récession pointe à l'horizon**

Dans un rapport publié récemment, la Commission européenne elle-même (CE) – qui intègre la dénommée Troïka avec la Banque centrale européenne (BCE) et le FMI – parle d'une menace spécifique de récession dans la zone euro, au vu de la stagnation de l'économie dans plusieurs pays de l'UE.

La CE prévoit un fort ralentissement du PIB dans l'ensemble de l'Europe, annonçant une croissance de seulement 1,5 % en 2011 et de 0,5 % l'année prochaine. Olli Rehn, le commissaire européen aux Affaires monétaires, annonce dans le document de la CE « que la croissance s'est arrêtée en Europe et que nous pouvons entrer dans une nouvelle phase de récession ». D'autre part, on prévoit que la dette publique pour la zone euro sera de 88 % du PIB cette année, passera à 90,4 % en 2012 et atteindra 90,9 % en 2013.

Dans ce contexte, le cas de la Grèce est effrayant. On prévoit carrément pour l'économie de ce pays une récession de -5,5 % du PIB, alors que la dette publique atteindra 162,8 % du PIB en 2011, 198,3 % en 2012 et 198,5 % en 2013.

En Italie, entrée récemment dans ce qu'on appelle la « zone de secours », on annonce une croissance pratiquement à l'arrêt : 0,5 % du PIB en 2011 et 0,1 % en 2012. La dette extérieure italienne représente 121 % du PIB.

Ce processus de ralentissement économique européen affectera aussi les États les plus puissants de l'UE, comme l'Allemagne, où la croissance ne devrait être que de 2,9 % du PIB en 2011 pour descendre à 0,8 % en 2012. Il en est de même pour la France, avec une croissance de 1,6 % en 2011 et de 0,6 % en 2012. Le Royaume-Uni ne fait pas exception à cette réalité, avec des pourcentages de seulement 0,7 et de 0,6 pour les mêmes périodes de prévision.

### **La guerre sociale s'aggrave**

Les capitalistes et les banquiers – à travers leurs gouvernements et leurs parlements – mènent une guerre sociale contre la classe ouvrière d'Europe. Il ne s'agit pas du risque de perdre telle ou telle conquête, mais de la possibilité concrète d'un recul historique dans le niveau de vie et dans toutes sortes de droits du prolétariat ayant la plus longue tradition de lutte de l'histoire. Nous parlons d'un objectif et de la possibilité réelle que plusieurs pays – ceux qui composent les maillons capitalistes les plus faibles d'Europe – reculent à un niveau similaire à celui des semi-colonies.

Dans le cadre de ce terrible conflit entre les classes, les classes dirigeantes vont jusqu'à piétiner les apparences de leur propre fausse démocratie (bourgeoise) et appliquent des mesures bonapartistes : elles imposent carrément des gouvernements et mettent en place des représentants et des majordomes du FMI, de la Troïka, de Merkel et de Sarkozy, comme c'est le cas en Grèce et en Italie.

Les classes dirigeantes ont une vision claire et totale sur le fait que, dans cette crise, quelqu'un doit perdre. Et elles veulent que nous soyons les vaincus. Elles veulent sortir de leur crise au prix de notre misère, de la faim de nos familles, de la perte de nos logements et de nos acquis en matière d'éducation, de santé et de droits du travail. Nous, ceux d'en bas, nous devons avoir la même notion de la gravité de la situation. Ce sera eux ou nous. Cette prise de conscience commence à prendre forme, bien qu'inégalement, dans les luttes et les mobilisations qui ont lieu dans plusieurs pays. Notre cri de guerre est, aujourd'hui et demain : que les capitalistes payent la crise !

### **La crise politique dans l'UE et la colonisation des maillons les plus faibles**

Il y a eu récemment un changement de gouvernement en Grèce et en Italie. Georges Papandréou et Silvio Berlusconi sont tombés en disgrâce et ont été remplacés respectivement par Lucas Papademos, à Athènes, et par Mario Monti, à Rome. Ces nouveaux personnages sont des agents directs, des contrôleurs de la Troïka, comme nous le verrons plus loin,

avec comme seule mission expresse d'appliquer à la lettre le dictat des banquiers.

Le processus de « latino-américanisation », à l'agenda de certains pays d'Europe, commence aussi à se manifester dans la perte de souveraineté politique. Dans le cas de la Grèce, le remplaçant de Papandréou, Lucas Papademos, est un technocrate qui fut vice-président de la Banque centrale européenne et gouverneur de la Banque de Grèce. Le nouveau Premier ministre et ministre de l'Économie en Italie, Mario Monti, est un économiste de renom dans les institutions impérialistes européennes et les banques étasuniennes. Pendant dix ans, il fut commissaire au Marché intérieur de la Commission européenne et conseiller de la puissante banque d'investissement Goldman Sachs. Son « gouvernement d'experts techniques » se compose de treize « technocrates » qui, en réalité, sont des représentants des banquiers. Corrado Passera, le nouveau ministre du Développement, de l'Infrastructure économique et des Transports et Télécommunications, en fait partie. C'est un agent direct de la Banque Intesa Sanpaolo, une entité avec des intérêts dans des sociétés telles que Telecom et Alitalia.

Par ces changements, la Troïka montre qu'elle ne se contente pas de gouvernements faiblards qui traînent les pieds pour mettre en œuvre son dictat contre les peuples européens. Elle maintient les gouvernants en place comme des fusibles, selon leur capacité politique de faire approuver les plans et d'avancer en profondeur dans la guerre sociale au cout politique et social le plus bas possible. Si un fusible ne fonctionne plus, elle le change sans état d'âme.

Nous assistons à des évènements qui semblaient encore inimaginables il n'y a pas si longtemps. Dans ces pays d'Europe, nous voyons des processus de colonisation non seulement économique mais aussi politique. Il ne faut pas se faire d'illusions sur ce point. La caractérisation est qu'il s'agit de gouvernements mis en place directement de haut en bas, téléguidés sans réserve à partir des bureaux de la Troïka pour mettre en œuvre ses plans. Papandréou n'est-il pas tombé, suite à la simple menace d'un référendum sur la mise en œuvre des plans imposés par la Troïka ?

En réalité, ces régimes démocratiques bourgeois, confrontés à l'impact de la crise et à la polarisation, se tournent vers des élections qui ne décident rien ou qui acceptent même des présidents désignés « d'office ». En Espagne, par exemple, les élections du 20 novembre n'étaient pas pour décider de la politique du pays, loin de là. Il s'agissait d'essayer de « légitimer » le futur administrateur des plans conçus et convenus antérieurement avec la Troïka. Ainsi, quel que soit le résultat des élections, les seuls gagnants, décidés d'avance, seront les banques. Au Parti Populaire, il ne reste plus qu'à appliquer le plan économique du secteur bancaire européen.

Les mots d'ordre démocratiques de la souveraineté nationale – contre l'axe Etats-Unis–Allemagne–France–Troïka qui favorise la colonisation de plusieurs pays les plus faibles d'Europe – gagnent en force dans ces pays. Comme en Amérique latine ou dans d'autres semi-colonies, la dénonciation et la lutte sont à l'ordre du jour, pour l'expulsion du FMI et des banques allemandes et françaises de pays comme la Grèce, l'Italie, l'Irlande et d'autres qui sont en train d'être totalement soumis.

### **Notre classe est entrée en lutte.**

Notre classe répond fermement à la guerre sociale déclenchée par la Troïka, bien qu'avec des disparités d'un pays à l'autre. Les mobilisations du 15 octobre ont constitué un pic sur la voie de journées d'action coordonnées à l'échelle nationale et internationale.

À cette date, des milliers de jeunes et de travailleurs sont descendus dans la rue contre les effets de la crise en criant que ceux d'en haut « ne nous représentent pas ». Dans de nombreux endroits, comme à New York, les slogans et les objectifs de la lutte du 15 octobre avaient, plus que dans le passé, un caractère anticapitaliste et contre le capital financier. Les grandes banques, les sièges des organisations internationales et les parlements se trouvaient dans la ligne de mire des manifestants. Il y a là une évolution encourageante dans le niveau de conscience du mouvement. Il faut maintenir la mobilisation de ces secteurs et continuer à ajouter de plus en plus de travailleurs aux protestations. Il est crucial aussi de pouvoir unifier les luttes et les grèves des travailleurs, actifs ou au chômage, avec les luttes de la jeunesse qui se voit, à juste titre, sans avenir.

À cet égard, nous voulons mettre l'accent sur une évolution très positive. En Grèce, à la fin du mois d'octobre, il y a eu une nouvelle grève générale impliquant plus de 250 000 personnes. Début de novembre, comme message de « bienvenue » au nouveau gouvernement de la Troïka, les jeunes et les travailleurs grecs sont redescendus en masse dans la rue pour lutter contre les plans que Papademos, c'est-à-dire la Troïka, tente d'imposer.

En Italie, le 17 novembre, le jour même où Monti demandait au Sénat le « vote de confiance » pour son gouvernement fantoche du secteur bancaire international, des étudiants et certains syndicats protestaient, dans 60 villes à travers le pays, contre les coupes et les plans annoncés. Les manifestants dénonçaient avec insistance le « gouvernement des banques » ainsi que les mesures d'austérité présentées par le nouveau gouvernement « pour sortir de la crise ». À Rome, à Milan, à Turin et à Palerme, plus de 10 000 manifestants affrontaient la police. À Milan, le cri était : « Ni Berlusconi, ni Monti ». À Florence, les étudiants soulevaient des bannières avec des slogans contre le nouveau cabinet « technocrate » : « Cochon de Monti, serf du capitalisme ! » ; « La crise à eux, l'argent à nous ! ».

En Espagne un appel à la grève des travailleurs de la santé publique, secteur en cours de démantèlement, fut lancé. D'autre part, les travailleurs de l'éducation et les étudiants continuent à se battre après une journée de grève le 17 novembre.

Au Portugal, un appel à la grève générale pour le 24 novembre est lancé. En Angleterre, le TUC (le Congrès des syndicats, la centrale unique du pays) a décidé d'appeler à une grève générale pour le 30 novembre contre les attaques envers la classe ouvrière britannique, notamment contre les coupes dans les retraites.

Outre-Atlantique, et comme reflet de toutes ces luttes, des milliers de personnes ont occupé *Wall Street* et le pont de Brooklyn aux États-Unis, en criant : « Nous sommes les 99 % ». Là aussi, le 14 novembre, la police de New York a expulsé violemment les gens du Zuccotti Park, équivalent new-yorkais de la « Puerta del Sol » ou de la « Place Tahrir ». À l'occasion de cette intervention de la police, des milliers de personnes se sont réunies avec des pancartes qui disaient : « Ils peuvent nous priver d'une Place, mais pas d'une idée ». La journée du 17 a été surnommée « la journée de l'action » et il y a eu une journée de luttes et de mobilisations à l'échelle nationale. À New York, plus de 30 000 manifestants, dont des étudiants et des syndicalistes, se sont rassemblés sur le pont de Brooklyn pour marcher vers la ville et bloquer *Wall Street*. Malgré la répression policière, le mouvement se développe aux cris de : « Nous sommes les 99 % » ; « Occuper Wall Street » ; « Occuper l'Alaska » ; « Occuper Los Angeles » ; « Nous sommes imparables » ; « C'est le début du début » ; « Un autre monde est possible »...

### Quelles sont l'issue et la politique ouvrière face à la crise et aux attaques ?

La classe ouvrière et les peuples d'Europe, confrontés à cette crise et à cette guerre sociale, doivent y répondre en ce qui concerne le programme (une issue concrète à la crise), les luttes et l'organisation.

Tout d'abord, face aux plans de faim, de misère et de « sauvetage » (des capitalistes et des banquiers sanguins), il faut avancer un plan de sauvetage des travailleurs et du peuple. Ce doit être la réponse politique, idéologique et programmatique à l'échelle continentale, qui doit prendre les contours appropriés et spécifiques dans chaque pays.

L'essentiel est d'avoir conscience que ce n'est qu'en combattant à mort pour un plan de sauvetage de notre classe, que nous pouvons contrer les plans de guerre sociale de l'UE-FMI-BCE contre les travailleurs et les peuples d'Europe.

Le plan de sauvetage doit prendre comme point de départ le non-paiement de la dette intérieure et extérieure aux usuriers et aux brigands de la Troïka, la réduction du temps de travail sans réduction de salaire, l'investissement dans les services publics afin de défendre l'éducation et la santé publique, et un plan de travaux publics et sociaux au service des peuples. À cet égard, pour garantir toutes ces mesures, il ne suffira pas de rejeter les privatisations. Il faudra également exproprier et nationaliser – sous contrôle ouvrier – l'ensemble du système financier. Il faudra contrôler les capitaux et instaurer le monopole du commerce extérieur. Il faudra sortir de l'euro et rompre avec l'Union européenne du capital. Nous luttons pour un gouvernement des travailleurs et du peuple, qui met en œuvre ces mesures dans la perspective d'une Europe pour les travailleurs et les peuples, c'est-à-dire les Etats Unis Socialistes d'Europe.

Avec quelle politique menons-nous le combat pour imposer notre plan de sauvetage ? Il s'agit là d'un problème crucial et nous soutenons fermement que le premier pas, indispensable, est de promouvoir et d'unifier les luttes de tous les secteurs contre les attaques de la Troïka et ses gouvernements fantoches. Nous devons serrer les rangs contre les plans de misère et de faim des banquiers et des capitalistes.

Il est très important de maintenir et d'accélérer la dynamique ouverte par les mobilisations massives du 15 octobre. Il est urgent de transformer l'indignation en action organisée, en réponses politiques énergiques qui peuvent tordre le bras aux injonctions de la Troïka et de ses agents dans tous les pays européens, unifiant les luttes des secteurs syndicalisés avec celles des jeunes indignés. En ce sens, il faut suivre l'exemple de l'unité entre les étudiants et les syndicalistes d'*Occupy Wall Street*. Il est essentiel de coordonner les actions et les grèves parmi les travailleurs, les chômeurs, les étudiants et les immigrants, puisque tous ces secteurs subissent les conséquences des plans de misère et sont confrontés aux mêmes ennemis politiques. Ces luttes dans chaque pays doivent mener à la grève générale pour vaincre les plans d'ajustement.

La politique unitaire à l'échelle nationale doit servir à l'unification des combats dans **une journée de grève européenne en défense des droits, des salaires et des retraites**. Il est impératif de faire cet appel de sorte que les luttes qui ont lieu dans différents pays se renforcent mutuellement et que nous puissions porter un coup à la Troïka-Merkel-Sarkozy-Obama.

Mais pour faire avancer les luttes nationales et réaliser une journée de grève européenne contre les plans de la Troïka, nous devons affronter les bureaucraties syndicales et politiques, qui se mettent, plus ou moins ouvertement, du côté de l'Europe du capital et qui soutiennent les gouvernements et les plans d'ajustement imposés par la Troïka, ce qui entrave les luttes de notre classe. En ce sens, nous devons formuler des exigences claires aux dirigeants syndicaux, aux partis réformistes et à la direction des Indignés, dans le sens de promouvoir les luttes unitaires. Si la pression leur fait accepter les exigences, le combat en sera renforcé, et s'ils s'y opposent, nous les aurons démasqués pour des secteurs importants de notre classe.

En même temps que nous dénonçons la politique et les concepts de secteurs tels que *Démocratie Réelle Maintenant* – qui s'orientent vers une perspective au sein du système en essayant de le réformer et qui s'opposent à tout type d'organisation syndicale et politique de la jeunesse et des travailleurs – nous devons leur adresser les exigences mentionnées sans pour autant abandonner ni une minute la promotion de la lutte en cours, expliquant patiemment de quoi il s'agit et appelant les travailleurs, les jeunes et le peuple à se battre pour une issue ouvrière à la crise. Et pour cela,

il faut poser la question du pouvoir pour la classe ouvrière. C'est ainsi que nous allons construire, dans le feu du combat et dans la lutte programmatique, la direction révolutionnaire de notre classe.

Secrétariat international de la LIT-QI  
São Paulo, le 21 novembre 2011